

DOSSIER

Les universités : acteurs du développement ?



Au mois d'octobre 2005, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lançait, lors d'un sommet informel des chefs d'états ou de gouvernements des pays membres de l'Union, la proposition que tout étudiant étranger (hors-UE) décrochant un diplôme de doctorat dans une université de l'UE devrait, de ce fait, se voir octroyer la nationalité dudit pays. M. Labaki (*Le Soir*) soutient que cette proposition peut se comprendre en tenant compte des trois clés de lecture. La première est d'ordre économique. Les étudiants étrangers payent le plein tarif lors de leur inscription dans une institution universitaire européenne. Puisque l'UE finance les universités, elle a tout avantage à attirer un maximum de ces étudiants. La seconde est d'ordre scientifique. Nombre d'universitaires européens sont séduits par l'attraction qu'exerce sur eux les États-Unis d'Amérique. L'incorporation des plus brillants cerveaux de nos voisins du Sud constitue une compensation face à ces pertes. Enfin, la troisième raison est d'ordre démographique. A terme, le faible taux de fécondité des pays européens pourrait avoir des effets néfastes. Ce que le journaliste résume de la sorte : " *il n'y a pas de recherche sans cerveaux, et pas de croissance et pas d'emplois sans recherche ...* ".

Edito

L'Union européenne : Double jeu en matière de " fuite des cerveaux " ?

Je souhaite revenir d'avantage sur le deuxième point qui met en évidence le double jeu de l'UE en matière de " fuite des cerveaux ". D'une part, l'Union européenne est tout à fait consciente des problèmes inhérents aux départs de chercheurs universitaires vers les USA.

(suite en page 3)

La politique de coopération en débat	4	Carte blanche	13	Dits et écrits	20
Dessine moi un poisson	7	Campus Plein Sud	14	En vrac	21
Louvain développement	10	Focus sur la 5° révolution chinoise	16	Subsides	22

La Savate

est une publication gratuite bimensuelle
de l'Assemblée générale des étudiants de Louvain.

Tirage : 1 500 exemplaires

Éditeur responsable : Assemblée générale des étudiants de Louvain

Comité de rédaction : Emmanuel Falzone et Serge Bibauw

Avec la collaboration d'Alain Trussart, Catherine Mangez, Zoé Gallez, Bruno Masquelier, Lucie Uwarow, Olivier Ducq, Mathilde Collin, Monique Gheysens, Martin de Duve, Clémentine Rasquin.

Crédits photographiques: p.1, 4 et 5. B. Masquelier, p.11-12 Louvain Développement

Imprimé sur papier recyclé.

Envoyez vos articles à savate@aglouvain.be

La prochaine Savate, centrée sur la place de l'étudiant dans la ville et le projet urbain, sortira le 6 mars. Les articles doivent être parvenus pour le 28 février au plus tard.

AGL. Rue des Wallons, 67. 1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.aglouvain.be>

LES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES



Retrouvez-nous sur Internet
<http://www.sru.ucl.ac.be>

Le midi au Sablon, au Gallez, au Martin v

		Plat du jour à 3,5 €	Plat du chef		Plat du jour à 3,5 €	Plat du chef
Lu	20/2	Saucisse de campagne Stoemp au chou vert	Rôti de porc Orloff Tomate grillée Pommes parisiennes	27/2	Dos de merlu sauce au persil Purée au céleri	Blanc de poulet, sauce poivre vert et boursin, mange-tout Pommes rôties
Ma	21/2	Dos de lieu noir aux petits légumes safranés Riz	Cuisse de pintadeau farcie sauce aux échalotes, navets, pommes rôties	28/2	Escalope de dinde Grand- Mère Tomate grillée	Couscous Royal
Me	22/2	Cuisse de poulet Courgettes braisées Pommes sautées	Menu équitable : porc aux raisins, mange-tout quinoa, mousse au chocolat	1/3	Hamburger d'agneau Fondant de légumes Riz	Rumsteak au madère et chocolat, romanesco Pommes parisiennes
Je	23/2	Etuvée de bœuf à la liégeoise Pommes frites	Choucroute alsacienne Pommes anglaises	2/3	Gratin de macaronis au jambon et fromage	Filet de dorade à la bisque de crevettes, fenouil Pommes vapeur
Ve	24/2	Escalope de porc Petits pois aux oignons Pommes au laurier	Pavé d'escolier sauce hollandaise Romanesco, fettuccini	3/3	Rôti de porc Petits pois à la laitue Pommes persillées	Cuisse de canard, sauce au curry rouge, légumes chinois Nouilles

Le soir et le samedi midi (uniquement au Sablon)

		Plat du jour à 3,5 €	Plat du chef		Plat du jour à 3,5 €	Plat du chef
Lu	20/2	Loempia sauce piquante Nouilles sautées	Rôti de porc Orloff Tomate grillée Pommes parisiennes	27/2	Sauté de porc pané Carottes fondantes Eby au pesto	Blanc de poulet, sauce poivre vert et boursin, mange-tout Pommes rôties
Ma	21/2	Rôti de porc au cidre Compote à la vanille Pommes croquettes	Cuisse de pintadeau farcie sauce aux échalotes, navets, pommes rôties	28/2	Poitrine de veau Duo de haricots Gratin dauphinois	Couscous Royal
Me	22/2	Moussaka	Menu équitable : porc aux raisins, mange-tout quinoa, mousse au chocolat	1/3	Dos de colin Crème de chicons et lardons Pommes mousseline	Rumsteak au madère et chocolat, romanesco Pommes parisiennes
Je	23/2	Sauté de dinde sauce Aurore Riz au maïs	Choucroute alsacienne Pommes anglaises	2/3	Poivron farci Riz	Filet de dorade à la bisque de crevettes, fenouil Pommes vapeur
Sa	25/2	Cordon bleu sauce archiduc Penne	Fricassée de veau au paprika Fondu de poivrons Pommes croquettes	4/3	Paupiette Bette à la crème Pommes natures	Cassolette de bœuf au vin rouge, dés de navets Pommes noisettes

Mais aussi notre choix à la carte et nos plats de pâtes à 2,5€

Double jeu en matière de fuite des cerveaux

(suite)

D'autre part, elle ne manque pas de remarquer que si c'est un problème réel pour elle, il l'est tout autant pour les pays en voie de développement. Elle l'exprime de manière explicite dans les conclusions de la session des 21-22 novembre 2005 du Conseil tel que retranscrit dans le communiqué de presse (p. 20-21) au §§ 3, 4 et 6 :

6) " *Le Conseil engage la Commission à approfondir le dialogue et la coopération avec les pays clés d'origine ou de transit et les organisations régionales concernées en Afrique, en étroite collaboration avec les états membres. Ce dialogue et cette coopération pourraient porter sur des questions telles que le renforcement des capacités de gestion des migrations, l'amélioration des canaux acheminant les fonds rapatriés, une meilleure information concernant les canaux locaux d'immigration, le traitement des problèmes liés à la fuite des cerveaux, le renforcement de la protection des réfugiés et l'accès à des solutions durables (y compris à travers les programmes de protection régionaux), la lutte contre l'immigration clandestine, la négociation d'accords de réadmission, la lutte contre la traite des êtres humains et les filiales d'immigration clandestine et la garantie du retour. L'UE encouragera cette coopération à travers ses politiques, témoignant ainsi de l'importance primordiale que revêtent ces questions pour l'UE et ses états membres.* "

L'impression d'ensemble est celle d'un racket dans une cour de récréation. L'Américain vole ses plus belles billes à l'Européen qui, trop faible pour attaquer directement celui-là, s'en prend à l'Africain, à l'Asiatique ou au Sud-Américain pour lui dérober à son tour ses plus belles billes et reconstituer sa collection. Et ainsi de suite. D'une part, il y a de belles paroles, des travaux sérieux qui tendent à prouver les dégâts de la fuite de brillants scientifiques, en devenir, des pays en voie de développement vers les pays dits riches, industrialisés. D'autre part, il y les échéances

électorales, elles même conditionnés par la promesse d'un avenir meilleur, un futur dans lequel tous les hommes pourront travailler et ainsi augmenter leur pouvoir d'achat. Il y a la triste réalité. Il y a le quotidien à gérer. Alors pourquoi ne pas profiter de cet individu si doué dans un pays si désœuvré qui ne pourra lui donner les moyens adaptés à sa juste capacité. Qu'à cela ne tienne le développement de ce pays !

Pourquoi ne pas résoudre le problème à la base plutôt que d'adopter de si basses méthodes bien indignes de la Vieille Dame ? Une solution ne serait-elle pas de proposer un peu plus d'attractivité, et surtout de possibilités, à nos chercheurs ? Si nous conservons nos billes nous pourrions décemment concevoir de ne pas nous servir ailleurs. Cela peut se faire en créant des partenariats avec ces pays, pour faciliter l'accès de leurs ressortissants à nos établissements universitaires pour qu'ils y reçoivent un enseignement de qualité qu'ils pourront à leur tour répéter une fois de retour dans leur pays. Cela peut aussi, (et doit à mon sens), se concevoir sous la forme de coopération au développement des Universités déjà existantes. Cela n'est pas sans rappeler qu'il fut un temps, pas si lointain, où notre Alma Mater fondait à Léopoldville l'Université Lovanium. *Sedes Sapientiae.*

■ Emmanuël Falzone, Rédacteur en chef

Commission des communautés européennes. Communication de la commission : Le rôle des universités dans l'Europe de la Connaissance, Bruxelles, le 05.02.2003 (COM(2003) 58).

Communiqué de presse. Conseil de l'Union européenne. 2691ème session du Conseil : affaires générales et relations extérieures, Bruxelles les 21-22 novembre 2005 (document 14172/05 - Presse 289).

LABAKI Maroun, " Garder les cerveaux du Sud ? ", dans Le Soir (15.11.2006), p. 15.

Midi de l'éthique autour de la fuite des cerveaux

*Vecteur caché du développement
ou catastrophe humaine invisible ?*

Mardi 25 avril 2006

12h45 à 13h55

Frédéric Docquier (FNRS - IRES) & Erik Rydberg (GRESEA)

Débat modéré par Marcelo Phé-Funchal (UCL)

Salle du Conseil de la faculté ESPO (LECL 93)

Collège Jacques Leclercq, Place Montesquieu, 1 B-1348 Louvain-la-Neuve

La politique de coop

Notre université consacre 0,7% de son budget à la coopération au développement. En plus de la prise en compte des cours centrés sur le développement, elle accueille ce week-end. Les prochains jours, le congrès étudiant s'ouvrira avec le colloque sur la coopération internationale, la CGEE et différents kots-à-projets, pour débattre de la politique de coopération.

place dans ce débat. Nous sommes d'ailleurs persuadés que cette réflexion en intéressera plus d'un, et nous espérons que les ateliers donneront lieu à des échanges d'idées constructifs. C'est promis, on veillera à ce que tout le monde saisisse de quoi il est question... question de démocratie participative.

Il y a là en effet un ensemble de questionnements sur lesquels il serait judicieux de croiser les regards, et parmi ces regards, le vôtre, le tien, c'est-à-dire celui de l'expert, du kapiste, de l'étudiant engagé (ou désengagé), de celui qui compte partir ou qui revient, tous ces regards occupent une place de choix. Comme pour les professeurs, que nous invitons également, nous serions très heureux de pouvoir vous compter parmi les participants à cette journée. Pour vous en donner un avant-goût, voici un bref descriptif des différents ateliers;

ATELIER 1: COMMENT ET AVEC QUELLE AMBITION INTÉGRER LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DANS LA FORMATION UNIVERSITAIRE ?

La mondialisation que nous vivons accroît les inégalités existantes entre les pays et au sein de ces pays. Or l'Université peut occuper une place de choix dans notre société et peser de son poids pour constituer une authentique force de changement. Elle le fait déjà par le biais des formations qui permettent à ses étudiants d'acquérir des outils d'analyse nécessaires à la compréhension de ce phénomène.

En tant qu'étudiants, vous avez tout à fait votre

Les participants seront invités à réfléchir sur les différentes manières d'intégrer et de valoriser le thème de la solidarité internationale dans les cursus des étudiants, à questionner la cohérence des différentes approches, à proposer d'autres apports pour différentes disciplines ainsi que des moyens de les rendre complémentaires. Ils interrogeront aussi

Le rendez-vous à ne pas manquer: lundi 13 mars

17h : Début des ateliers, dans les locaux du Socrate
19h-20h30: Pause détente (musicale et débative)
20h30 : Conférence avec un panel d'intervenants, au sein de laquelle les rapporteurs auront l'occasion de relayer les débats de l'après-midi



Dans le cadre de l'opération CAMPUS PLEIN SUD (*infra*) et du cycle de conférences de l'AGL, le 13 mars offre une occasion de débattre de l'avenir de la coopération universitaire au développement, à l'UCL plus particulièrement.

Les ateliers commencent à 17h et une conférence ouverte au grand public se tiendra à partir de 20h30, après une pause détente entre 19h et 20h30. Chaque atelier sera introduit par trois interventions de dix minutes chacune, et suivi de débats modérés par un animateur.

Éducation UCL en débat

au développement... Fameux engagement ! Parallèlement, elle soutient des initiatives étudiantes en la matière, elle dis-
certains étudiants étrangers et envoie des belges sur le terrain... ça mérite bien une volée de débats, non ? Il y a quel-
finalité de l'enseignement. Ce lundi 13 mars, on remet le couvert, cette fois de concert avec Louvain Développement,
Coopération universitaire au développement. Venez-y nombreux, c'est votre université, c'est donc aussi votre engagement.

ensemble des moyens humains et structurels dont dis-
pose l'université pour mettre en œuvre cet idéal et les
modèles de développement qui sont soutenus.

En plus des éclairages particuliers des trois interve-
nants, l'atelier sera alimenté par les résultats d'un flash
d'opinion réalisé auprès des étudiants des universités
francophones.



ATELIER 2 : COMMENT RENFORCER LES IMPLICATIONS DES ÉTUDIANTS BELGES DANS LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ?

Les étudiants, en tant qu'acteurs universitaires, ont dif-
férentes manières de s'impliquer dans la coopération
au développement. Les participants à l'atelier s'atta-
cheront à déterminer comment ils le font, avec quelles
formes de soutien de la part de l'université et de quelle
manière ils utilisent les structures universitaires pour
mettre leurs projets en œuvre. Un autre aspect consis-
tera à cerner si la conception que les étudiants ont du
développement a évolué au cours des années et celle
qu'ils partagent aujourd'hui. Le débat visera ensuite à
mettre en relief ce que revendiquent les étudiants et la
posture qu'ils adoptent.

ATELIER 3 : LA PRÉSENCE DES ÉTUDIANTS DU SUD À L'UNI- VERSITÉ, QUEL AVENIR ?

Les participants à cet atelier privilégieront deux axes

de réflexion:

- 1) d'un point de vue international, les partici-
pants à l'atelier tenteront de faire un tour d'horizon des
conséquences de la création d'un espace européen de
l'enseignement supérieur sur la venue des étudiants
du Sud en Belgique francophone, au niveau des équiva-
lences, des bourses, etc. L'atelier évoquera égale-
ment l'impact sur la présence des étudiants du Sud de
la création d'espaces similaires dans leurs continents.
- 2) d'un point de vue local, les participants à l'ate-
lier tenteront de percevoir l'impact des droits d'inscrip-
tion complémentaires réclamés aux étudiants du Sud
sur leur présence en Belgique francophone et particu-
lièrement à l'UCL. La question de la compétition entre
universités n'est bien entendu pas étrangère à ce débat,
et celle de l'intégration de cette thématique à la coopé-
ration universitaire dans sa globalité y est centrale.

ATELIER 4 : QUELS SERONT LES PROJETS ET LES PARTENAI- RES DANS LE SUD DEMAIN ?

Les participants à l'atelier se pencheront sur les acteurs
universitaires ou proches de l'université qui soutien-
nent des projets dans les pays du Sud. Des partenariats
qu'ils développent avec le Sud aux relations qu'ils
entretiennent entre eux, les stratégies de ces acteurs
sont multiples. Quelles interfaces existent entre ces
acteurs et avec les universités du Sud? Comment
voient-ils leur insertion dans les politiques locales ? Et
quels sont les modèles de développement soutenus
par ces acteurs?



Dedans -dehors

Un point de vue décalé

Membre du Dévelop'kot et de l'Autre Pack, Zoé nous parle d'un certain investissement des étudiants en matière de coopération... Elle brosse très large, n'hésite pas à mettre le doigt là où ça fait mal, et propose en définitive un tableau contrasté de l'engagement étudiant sur le site.

Comment le Dévelop'kot se positionne-t-il dans le monde des kaps ?

Le Dévelop'kot essaye vraiment d'être une plateforme entre les ONG et les étudiants, il essaye d'intéresser les étudiants à la coopération au développement. Pour le moment, on est en train de mettre en place un site Internet qui va vraiment être un outil. Il répertorient tous les étudiants qui sont partis à l'étranger, qui s'y sont investis. De cette façon, d'autres étudiants intéressés par un projet pourront se mettre en contact avec eux, et bénéficier de leur expérience.

Pourquoi ce type de projet ? Il y a déjà énormément de jeunes qui partent de la sorte. Et parfois c'est très emprunt de naïveté, au départ.

Oui, c'est vrai. Mais ça t'ennuie ?

Non, non, mais cet engagement, est-ce que tu ne penses pas que cela peut parfois être contreproductif ?

Bon, pour les gens sur place, ça c'est pas certain du tout que ce soit un plus, ça c'est clair. Ça peut déséquilibrer beaucoup de choses, t'arrives et tu as payé ton billet, ce qui suppose que tu aies pas mal d'argent, mais en même temps tu ne veux pas commencer à distribuer sur place, ... Même la démarche en soi suscite énormément de questions. Il y a des impacts négatifs.

Tu as aussi des associations qui partent à 15 avec 15 economy class pour planter 30 arbres ... sur le plan environnemental c'est pas top non plus.

Oui, ça c'est clair aussi. Tu as comme un effet de mode, c'est devenu facile, accessible à de plus en plus de personnes. D'ailleurs le site, on ne le fait pas parce que partir est la base de l'engagement, mais plutôt parce que ça répond à une demande. Il y a beaucoup de gens qui veulent partir et qui ne savent pas à qui s'adresser, et là, on peut servir de référence. On ne va pas non plus empêcher les gens de partir alors qu'on a tous eu l'occasion de le faire ! Et pour beaucoup c'est important, le fait de partir te permet de sentir davantage les choses dans tes tripes (bien sûr, pour comprendre qu'il y a des disparités sociales énormes, on peut aussi faire des expériences ici.)

Est-ce que tu ne crois pas que cet effet de mode s'accompagne d'un certain désengagement des jeunes en matière de coopération ?

Parfois on entend que les jeunes ne sont plus engagés dans les questions relatives à la coopération. Moi je me dis qu'au contraire, ils sont engagés, mais c'est vrai que cela se fait sur un mode plutôt individuel. Maintenant, on vit dans un monde globalisé, on

a tous envie de partir, envie de cet sorte d'exotisme. Mais certains cherchent juste l'exotisme, puis quand ils reviennent ils ont du mal, tout simplement parce que l'étranger leur manque, etc., et ils ne s'engagent pas vraiment pour autant. Et puis il y en a d'autres qui, soit parce que c'est personnel, soit parce qu'ils sont mieux encadrés, quand ils reviennent, s'engagent d'office. L'impact que ce voyage peut avoir sur nous, sur notre état d'esprit et sur notre engagement au retour, dépend beaucoup du cadre dans lequel on part. Moi personnellement, je suis partie avec la FUCID, et là c'est vrai que c'était très encadré. Le cadre dans lequel tu reviens compte aussi. Il faudrait davantage veiller à ce que chacun puisse bien vivre le retour, de façon positive et "efficace"... Parce que travailler sur le fait que ça ne sert à rien de partir, ça n'aboutit à rien, c'est bien plus important d'encadrer au départ et de faire en sorte que chacun se pose les bonnes questions, sur l'utilité de partir et sur la façon dont ils vont pouvoir utiliser leur énergie au mieux au retour.

Par exemple ?

Bon, les kots-à-projets c'est vraiment une façon de réagir qui est très chouette. Cela permet d'apprendre à bouger, de rentrer en contact avec des ONG de façon plus facile, puis d'élaborer justement ta réflexion, de prendre du recul, ensemble, et ça c'est très positif. Moi franchement, les kots-à-projets m'ont permis d'utiliser à bon escient cette énergie là. Même si on reste dans un petit monde et qu'on s'adresse souvent au même public... Souvent quand je suis dans mon auditoire j'aime d'ailleurs pas trop de parler de mon kot parce que j'ai l'impression que je débarque un peu - et ça c'est dommage.

Est-ce qu'il y a suffisamment de possibilités pour les étudiants de s'investir par ci par là ?

Regardes l'Autre Pack par exemple, la grande différence c'est que ce n'est pas un kaps, et ça on veut le conserver, parce que c'est un engagement plus libre. Et je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de groupes qui existent de la même manière. Je me dis aussi qu'il faudrait peut-être plus toucher les étudiants au début. Ils sont tout de suite pris dans des bazars de baptême, etc., et pourquoi pas directement dans un engagement plus solidaire ? Ça peut-être complémentaire, mais ça ne l'est pas d'office. Il faudrait alors quelque chose comme une communauté avec un projet partagé, orienté vers la solidarité.

■ Propos recueillis par Bruno Masquelier

Lui apprendre à pêcher...et puis quoi ?

Selon Guy Bajoit, sociologue et professeur émérite de notre université, la coopération est une question seconde. Seconde car il faut d'abord se poser une question plus difficile encore : *qu'est-ce que le développement ?* Pour apporter certains éléments de réponse, nous reproduisons ici un de ses textes publiés dans la revue *Défi Sud* il y a deux ans. On peut considérer que les enjeux qui traversent l'action des ONG, tels qu'ils sont dépeints ici, sont (ou pourraient être) au coeur de l'action universitaire.

Quand j'ai commencé à m'occuper de coopération au développement, on racontait la fable de l'homme et du poisson: "J'ai rencontré un homme qui avait faim et je lui ai donné un poisson; il est revenu le lendemain, puis le surlendemain...et je lui ai donné des poissons. Puis j'ai eu une idée géniale: je lui ai proposé de lui apprendre à pêcher." En 1960-1970, la fable s'arrêtait là et concluait: "Et il n'eut plus jamais faim." Happy End!

Hélas, c'était un peu simpliste.

Aujourd'hui, on connaît bien la suite de la fable. "J'ai rencontré cet homme dix ans plus tard, et il avait de nouveau faim; il m'a expliqué que des multinationales japonaises, en corrompant les gouvernements locaux, avaient obtenu des concessions, qu'elles pêchaient avec des moyens sophistiqués et que lui et ses semblables n'arrivaient plus à prendre assez de poissons pour vivre. Alors, je lui ai vivement conseillé de créer un mouvement syndical. Il a suivi mes conseils mais il fut accusé d'être un communiste, arrêté, torturé et mis en prison.

Il est venu me voir à sa sortie et je lui ai conseillé de s'engager dans la politique, par la voie démocratique d'abord, et au besoin, par la voie armée, pour faire la révolution contre l'impérialisme et les dirigeants corrompus de son pays. Mais, quand son parti est devenu assez fort pour prendre le pouvoir, les militaires ont fait un coup d'Etat, au nom de la sécurité nationale, et il s'est retrouvé à la case d'écart. Presque à court d'arguments, je lui ai alors suggéré de créer une coopérative de pêche, avec tous les petits pêcheurs de sa région, afin qu'ensemble, ils soient assez fort pour trouver une solution. Mais leur entreprise est restée, de toutes façons, trop petite et incapable de faire la concurrence aux pêcheries japonaises. Alors, fatigué de mes conseils, qui ne lui avaient valu que des déboires, il a renoncé à essayer d'imiter les modèles occidentaux et s'est dit qu'il valait mieux inventer lui-même son propre mode de vie, réaffirmer son identité, retrouver ses racines culturelles, et essayer de vivre comme avaient vécu ses ancêtres. Mais aujourd'hui, notre homme est toujours aussi pauvre. Alors... j'ai recommencé à lui donner des poissons !"

La coopération, répétons-le, est un problème second: il faut d'abord savoir ce qu'est le développement et dans quelles conditions il est réalisable.

LE DÉVELOPPEMENT, AFFAIRE À SUIVRE

La coopération au développement est une question seconde - pas secondaire, mais seconde, en ce sens qu'on ne peut y répondre qu'après s'en être posé au moins une autre: *qu'est-ce que le développement ?* Or, malgré un bon demi-siècle de recherche et de réflexion, la question du développement demeure infiniment complexe et très méconnue. Pourquoi une collectivité nationale ou régionale, à une époque donnée, est-elle prise dans une dynamique d'expansion, qui peut durer quelques décennies, alors que la même dynamique n'atteint pas les communautés voisines ? Pourquoi, après être montée jusqu'à un niveau que l'on qualifiera ensuite d'apogée, est-elle entraînée dans une décadence plus ou moins durable alors que d'autres ne sont pas affectées ? De quels facteurs dépendent ces hauts et ces bas, qui font la prospérité ou la pauvreté pour des millions de gens ?

Je n'aborderai pas cette question ici, cependant, il doit être clair que toute ONG, qui s'engage dans des projets ou des programmes de coopération au développement, contribue, consciemment ou non, volontairement ou non, à une certaine conception du développement: elle travaille en effet avec certains acteurs de terrain et non avec d'autres, elle choisit ses projets d'après certains critères, dont le plus important est sans doute leur correspondance avec l'idée qu'elle se fait de ce qui est "bon" pour le développement; elle évalue ensuite les résultats de ses engagements et fait pression sur ses partenaires pour qu'au besoin, ils rectifient le tir. La coopération est donc complètement liée à l'évolution des conceptions du développement.

Or, on peut constater que, depuis un peu plus d'un demi-siècle, ces conceptions ont évolué considérablement: ce que l'on croyait bon de faire pour promouvoir le développement vers 1950 est très différent de ce que l'on a considéré comme efficace vers 1975 et ceci diffère encore beaucoup de ce que l'on croit nécessaire de faire aujourd'hui. Les ONG qui s'occupent de développement sont, cela va de soi, interpellées par ces évolutions. Quand des idées nouvelles apparaissent, ou bien elles les rejettent et continuent à faire comme elles

faisaient avant ou bien elles les acceptent et changent de politique de coopération (donc aussi de partenaires et de projets). Je voudrais essayer de montrer ici comment les politiques de coopération mises en oeuvre par les ONG ont évolué, suivant les conceptions du développement.

UNE INVENTION DE LA GUERRE FROIDE

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des économistes et des sociologues ont inventé, à la demande des dirigeants politiques de l'Ouest d'abord, de l'Est ensuite, le concept "scientifique" de développement. Il faut beaucoup s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette invention s'est justement produite après la guerre, au moment où les deux nouvelles puissances victorieuses affirmaient leur hégémonie sur le monde, et où les vieilles métropoles européennes étaient sur le point de devoir renoncer à l'ordre colonial, dont elles perdaient peu à peu le contrôle. La coïncidence entre ces deux ordres de fait n'est évidemment pas due au hasard. A cette conception modernisatrice du développement correspondait une forme de coopération, l'assistance technique: au lieu de "donner des poissons", on prétendait "enseigner la pêche".

Mais rapidement, certaines ONG ont compris que le développement n'était pas seulement, ni d'abord un problème culturel et technique, mais plutôt politique: il ne suffisait pas de "savoir pêcher" ! La persistance du sous-développement provenait, pensaient-elles, du pillage des ressources par l'impérialisme des Etats et des entreprises

démocratique). Le débat entre ces deux orientations s'est emparé d'une partie des ONG: les révolutionnaires contre les réformistes, même si les deux avaient en commun l'idée que le développement était bien, avant tout, une affaire politique. A nouveau, certaines ONG ont suivi le mouvement, avec des orientations plus ou moins radicales; d'autres ont préféré s'en tenir à ce qu'elles faisaient avant, de la charité ou de l'assistance technique.

Puis vint la "crise" des années 1973-85: celle qui s'est présentée comme une "crise du pétrole", alors qu'en réalité, elle fut, et est toujours, bien plus profonde et plus durable: il s'agit d'une véritable mutation technologique, économique, politique, sociale et culturelle, qui touche tous les champs de la vie collective. L'Etat, comme acteur-pilote du développement, fut alors remis en question: la logique étatique (celle des partis politiques et des bureaucraties) serait à l'origine d'interférences néfastes, qui interdisent le bon fonctionnement de la logique économique. La conviction s'est installée depuis lors que c'est le marché qui va résoudre le problème du développement, qu'il faut favoriser le libre échange des biens, des services, des capitaux...et que la compétition, en sélectionnant les meilleures initiatives, va permettre la constitution d'un tissu économique sain et rentable.

Le développement devint ainsi, et d'abord, une affaire économique et l'idéologie néo-libérale devint la "pensée unique" qui écrasa, au Nord, les Etats dits "providence", et au Sud, ceux qui ne sont jamais parvenus à le devenir faute de ressources. Une fois de plus, certaines

ONG suivirent le mouvement: elles inventèrent les micro-entreprises et les banques de développement comme solution miracle. Mais, qu'elles aient adopté ou non cette nouvelle orientation, toutes les ONG furent touchées par cette mutation. Pourquoi ?

L'EFFONDREMENT DES MODÈLES ALTERNATIFS

D'une part, avec la fin du "socialisme réel" en Europe de l'Est et la crise de la social-démocratie en Europe de l'Ouest, s'effondraient

aussi deux modèles alternatifs de développement défendus par la gauche. D'autre part, avec le triomphe de l'idéologie utilitariste, l'avènement de la société de consommation, de compétition et de communication, les conceptions de l'altruisme et du militantisme se sont profondément transformées. Ces deux faits sont lourds d'innombrables conséquences. Notamment, ils ont changé la

Défis Sud

un regard frais sur le développement

secrétaire général d'SOS FAIM, développe sa vision du partenariat, qui en dit long sur leur conception du développement :

C'est une volonté, exprimée par des acteurs (divers et multiples) du Nord et du Sud, de fabriquer au sens artisanal et positif du terme, d'autres relations sociales, économiques, politiques, dans un monde profondément inégalitaire soumis au modèle dominant des relations marchandes et influencé politiquement par les systèmes d'aide (nationaux, internationaux) où l'acteur du Sud est plus souvent perçu comme objet de l'aide et non le sujet au coeur du développement.

Défis Sud, dont est issu cet article, est un magazine d'information sur le Sud, qui offre un regard complet et décalé sur un monde en pleine mutation. Dans l'édito du numéro 64, Freddy Destrait,



du Nord, avec la complicité des classes dominantes, parasitaires et corrompues du Sud. Il fallait donc aider les acteurs nationalistes et socialistes qui voulaient s'en débarrasser et prônaient la libération nationale et sociale. Donc, il fallait soutenir soit des partis et des fronts révolutionnaires (quand on était partisan d'une solution plus radicale), soit des syndicats et des mouvements sociaux (quand on préférait une solution plus modérée et plus

sensibilité des donateurs: pour diverses raisons, ceux-ci ont désormais tendance à se désintéresser de la coopération au développement proprement dite, qu'ils jugent lente et inefficace, et à lui préférer l'aide humanitaire, ce qui explique l'énorme succès des ONG qui s'occupent des situations d'urgence. Du coup, les ONG de développement eurent du mal à trouver les ressources dont elles ont besoin pour financer leurs projets et leurs programmes. Il en a résulté leur plus grande dépendance vis-à-vis des cofinancements de l'Etat qui, en conséquence, leur a imposé ses projets et devint plus exigeant dans le contrôle qu'il exerce sur elles. Dès lors, les ONG furent obligées de se gérer autrement, à la fois pour réussir à concurrencer le secteur humanitaire, pour convaincre leurs donateurs et satisfaire aux exigences, jugées souvent bureaucratiques, de l'Etat. Elles furent ainsi amenées à passer de leur logique "tiers-mondiste de gauche" à une logique utilitariste d'efficacité. Pour beaucoup d'ONG, cela s'est traduit par des crises internes profondes, qui sont loin d'être résolues.

Actuellement, et depuis plus de deux décennies déjà, le projet néo-libéral s'impose, aussi bien dans le Sud que dans le Nord. Il engendre des coûts de plus en plus insupportables: coûts sociaux (montée des inégalités, du chômage, de l'exclusion, de la misère), coûts écologiques (rien ne semble capable d'arrêter efficacement les pollueurs), coûts culturels (une culture unique - jugée médiocre - s'impose au monde entier), coûts psychologiques (la compétition engendre un malaise qui se généralise rapidement). Entre le Nord et le Sud, les inégalités se creusent: 60% de la population mondiale vit avec 6% des richesses et l'écart est bien plus grand qu'il y a vingt ans. La tension entre les PIB par tête des pays les plus pauvres et les plus riches est aujourd'hui d'environ un à 70. Il est donc manifeste que des décennies de coopération n'ont pas servi à grand-chose. La puissante dynamique du modèle néo-libéral, et les ravages qu'il cause, révèlent aux ONG toute leur impuissance. Que faire aujourd'hui, si on ne veut pas en revenir à "distribuer des poissons"?

ALTERMONDIALISME OU REFUS DU DÉVELOPPEMENT

Deux orientations nouvelles semblent prendre corps depuis une dizaine d'années: la première est altermondialiste, la seconde passe par un refus du développement. De nouveau, beaucoup d'ONG continuent à faire

ce qu'elles faisaient avant parce qu'elles y croient encore, alors que d'autres entrent plus hardiment dans ces nouvelles pistes.

L'altermondialisme, comme on peut le constater, se renforce considérablement chaque année. Il me paraît constituer une reprise, au niveau mondial, de ce qu'était le projet social-démocrate au niveau national: il s'agit, en effet, de construire un projet alternatif d'opposition au néo-libéralisme (une utopie, au sens fort du terme), qui soit capable de mobiliser et d'articuler, dans le monde entier, des mouvements sociaux les plus divers, et de rassembler ainsi une force suffisante pour obliger les dirigeants des organisations internationales (aussi bien politiques qu'économiques) et des Etats hégémoniques, au moins, à réduire ou supprimer les coûts signalés ci-dessus et, au mieux, à renoncer à leur modèle pour en adopter un autre. Certaines ONG de développement, sans être l'acteur central de ce mouvement, y participent activement: elles y représentent le problème le plus grave qui se pose à l'humanité d'aujourd'hui, celui du sous-développement de soixante pour cent des sociétés humaines.

Deux orientations nouvelles semblent prendre corps depuis une dizaine d'années: la première est altermondialiste, la seconde passe par un refus du développement.

Cependant, cette voie n'est pas crédible pour tout le monde. En effet, la conscience se fait de plus en plus aigüe que le modèle de développement, qui emporte les pays du Nord dans une dynamique de croissance infinie, n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète. Il serait donc préférable de renoncer à l'idée même de "développement", dans la mesure où celui-ci implique nécessairement le projet de "rattraper" le retard du Sud sur le Nord. Plutôt que d'imposer un modèle unique, il faudrait donc en revenir à la valorisation de la diversité des cultures et de la pluralité des projets d'avenir des innombrables collectivités locales qui composent l'humanité. Il y aurait donc autant de modèles de développement que de (re)groupements culturels et sociaux. Ici encore, des ONG (de nouvelles ou des anciennes reconverties), s'inscrivent dans ce courant de pensée et d'action.

De toutes ces conceptions de la coopération (qu'on peut d'ailleurs combiner), laquelle est la plus efficace pour aider à résoudre l'immense problème que nous traitons ici? La coopération, répétons-le, est un problème second: il faut d'abord savoir ce qu'est le développement et dans quelles conditions il est réalisable.

■ Guy Bajoit, sociologue et professeur émérite de l'UCL

Il y a des ONG très connues... et d'autres un peu moins, souvent près de chez soi ! Louvain Développement ASBL (LD) c'est, sur les sites de LLN et LeW, l'ONG universitaire au service de populations du Sud. Où ? Afrique de l'Ouest et Centrale, Amérique Andine et Sud Est Asiatique principalement. LD c'est 30 projets et un budget de près de 4,5 millions d'€. Quoi ? LD coopère surtout à des initiatives de santé primaire, de sécurité alimentaire, de micro finances et de mutuelles de santé. Ici, LD travaille à construire des solidarités, à étudier et faire chercher à propos du développement, à faire grandir la conscientisation... Prêt à partager du temps, à organiser avec eux des actions, à faire un stage... Contactez-les, visitez leur site,.... cela ne se passera pas sans toi !



Dans le monde des ONG et des conceptions du développement (supra.), quelle place occupe Louvain Développement ?

Si elles doivent faire face à des besoins vitaux, les populations du Sud sont elles-mêmes conscientes qu'elles ne peuvent pas assurer leur développement durable en étant le simple réceptacle des aides internationales. Louvain Développement a fait le choix de concentrer son action autour de l'autonomie des populations. Choix difficile, car il nécessite un investissement à long terme, au Nord comme au Sud, et un engagement loin de l'émotion, mais plus proche d'un combat pour la liberté des peuples. La déclaration des droits de l'homme ne date pas d'hier et pourtant, son application est souvent proportionnelle à la richesse d'une population. L'absence de scolarité, de formation, d'information est à la base de l'isolement et de la faiblesse d'un peuple. En travaillant à la réhabilitation des droits civiques fondamentaux, en veillant à l'égalité entre les hommes et les femmes, en aidant les groupes à s'organiser pour interpeller les pouvoirs politiques, économiques et les instances internationales, LD donne le premier rôle aux populations dites "défavorisées."

Dans son article (pages 8 et 9), Guy Bajoit évoque un repli sur l'humanitaire. Qu'en est-il chez vous ?

Il y a en fait deux axes complémentaires pour un soutien efficace et durable: urgence et continuité. Quand une équipe de LD met un projet en oeuvre, elle sait qu'il faudra entre 5 et 10 ans d'investissements humains et financiers pour suivre son cycle, depuis son émergence jusqu'à son autonomie. L'aide au développement accélère

la prise de conscience et l'exercice de la liberté des populations du Sud et par conséquent, du développement durable d'une région. Cette conception de la coopération a des résonances particulières au Nord comme au Sud. Au Nord, chaque partenaire d'un projet appuyé par Louvain Développement est bien plus qu'un simple donateur. S'il le souhaite, il peut être impliqué personnellement dans un processus à long terme, dans une solidarité proche et persévérante. Au Sud, cela signifie que les populations initient et construisent elles-mêmes leur projet avec l'appui de ressources humaines et matérielles indispensables à leur développement. (Alain Trussart)

"Développer, c'est libérer les gens afin qu'ils soient eux-mêmes capables de formuler et de réaliser leurs aspirations "

Amartya Sen, Prix Nobel d'économie 1999 et Docteur Honoris Causa de l'UCL 1989

Comment l'ONG s'intègre-t-elle à l'UCL ?

Créée en 1981, LD soutient aujourd'hui plus de 30 initiatives de populations défavorisées. Elle est partie prenante de la mission de Service au Monde de l'université : ce que l'UCL veut être et faire par rapport au développement des pays défavorisés. Elle appuie des projets en mobilisant efficacement toute entité appropriée de l'université. S'appuyant sur cette expertise universitaire, LD garantit la qualité de ses services et fait croître les savoirs faire du Sud et du Nord. Rassemblant des experts en santé, en agronomie et en économie, LD coopère à des projets de santé primaire, de sécurité alimentaire, de microfinance et de mutuelle de santé. En valorisant les compétences des personnes et des groupes, LD construit des solidarités concrètes, bases d'un développement durable. (Jean François De Witte)

On vous voit investir sur les enjeux liés à la santé. Qu'en est-il ?

La réalité du terrain, LD la connaît bien, car l'ONG est aux côtés des populations locales depuis des années. Eduquer, sensibiliser, former, accompagner : ces gestes ne portent pas le nom de programmes médicaux et pour-



tant, ils sont la clé de résultats à long terme sur la santé des personnes.

Quand, à l'échelle d'un village africain, un dispensaire est correctement équipé, quand les infirmier(e)s sont formé(e)s, et quand les médecins disposent de médicaments, c'est toute une population qui trouve la motivation de prendre sa santé en mains par des gestes simples.

Et quand la confiance est retrouvée, on peut alors penser à mettre en place des systèmes de solidarité (mutualités).

Mais selon les pays, la réalité est toute différente. C'est pourquoi LD a fait le choix d'être là où les déficits sont les plus criants. Près des populations, aux côtés des professionnels et parfois en appui à l'Etat, pour l'aider à reprendre son rôle auprès des populations. Et d'élaborer dans chaque région, des solutions qui, grâce à l'énergie et au savoir-faire du personnel médical de terrain et des ONG locales, perdureront au-delà de son action. (Christian de

Concrètement ?

Fourniture de médicaments, réhabilitation des infrastructures, construction d'équipements, formations, recyclages, sensibilisation, gestion rigoureuse du financement et du circuit des médicaments, accompagnement des performances des équipes, mise en place de mutuelles de santé, réseaux de soins en santé mentale (Bénin, RDCongo, Bolivie, Madagascar, Togo, Pérou, Burundi, Vietnam)

Clippele)

A côté des enjeux sanitaires, vous œuvrez également en faveur de la souveraineté alimentaire...

Une population démunie n'est pas une population sans ressources, mais encore faut-il qu'elle le sache. Le rôle de LD est de faire prendre conscience, jour après jour, aux populations vulnérables qu'elles ont les capacités d'assurer leur auto subsistance. LD appuie les populations dans leur quête d'autonomie en aidant leurs associations à s'organiser suivant deux axes stratégiques : (1) mettre en œuvre des services (stockage, commercialisa-



Louvain Développement
Sentier du Gorila, 6
1348 Louvain-La-Neuve
Belgique
tél.: (32 10) 47 40 82
fax: (32 10) 47 33 93
astenuit@louvaindev.ucl.ac.be

tion, encadrement et conseil technique, programmation

mes d'alphabétisation et de formation des bénéficiaires), et les rendre autonomes, (2) donner aux populations rurales des capacités de revendication en aidant à la constitution de réseaux de solidarité (mutuelles, coopératives) communément appelés " organisations d'économie solidaire " qui pourront négocier avec les pouvoirs publics

Concrètement ?

Formation de vaccinateurs villageois pour couper court aux maladies endémiques qui déciment les élevages, mise en place de services d'approvisionnement en produits vétérinaires et vaccins, gérés par des associations de producteurs, construction de Greniers Communs Villageois, création d'un guichet d'économie locale, centre d'information et de documentation pour les entrepreneurs locaux, organisation de journées d'entreprenariat sur des thèmes de filières de production porteuses. (Bénin, RDCongo, Bolivie, Madagascar, Togo, Pérou, Burundi, Vietnam, Cambodge)

(autorités décentralisées).

Ces deux axes sont indissociables. En construisant leur activité sur des bases équitables et démocratiques, les populations dégageront les ressources qui leur permettront de faire face à leurs besoins alimentaires de façon régulière. Elles pourront ainsi se soigner et envoyer leurs enfants à l'école. (Laurence Ghesquiere)

D'autres priorités encore ?

Ces dernières décennies, de nombreuses régions des pays du Sud ont vu croître le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins primaires. C'est dans ce terreau de précarité que des moyens de subsistance se sont développés en marge des droits de l'homme et des travailleurs. Les ombres ne manquent pas au tableau : en tête de liste apparaît le travail des enfants, mais on peut également mettre en évidence la situation déplorable du travail des femmes, les innombrables accidents de travail et bien sûr, l'insuffisance des salaires en relation avec le coût de la vie. En fait, dans la plupart des

Concrètement ?

Formations, guichets d'économie sociale, outils et programmes de gestion, cours d'alphabétisation, micro-crédits pour le développement d'activités, appui à la création de micro-entreprises, forums de discussion, programmes d'éducation au Nord. (RDC, Burundi, Bénin, Togo, Bolivie, Cambodge, Vietnam, Pérou.)

situations, le manque de ressources fait défaut pour entreprendre des activités génératrices de revenus et le niveau de formation n'est pas suffisant. Face à cela, LD envisage la question de l'emploi de manière globale: Créer un emploi, c'est former une personne, l'équiper en moyens de gestion et le cas échéant, lui donner les crédits nécessaires au développement de son activité.

À ce propos, quelle est votre action en matière de mise à disposition des crédits ?

À l'évidence, les investissements élémentaires et indispensables au démarrage ou à la poursuite d'une activité relèvent de l'impossible pour une famille qui vit avec moins d'un euro par jour. Pour tout prêt, la banque exige par exemple souvent un titre de propriété en garantie. Épargner, investir : ces deux mouvements du balancier économique doivent trouver leur rythme dans les pays du Sud, mais pas à n'importe quel prix ! La micro-finance consiste à mettre en place des caisses d'épargne villageoises où les participants co-gèrent leur épargne et les crédits qu'ils s'accordent entre eux. Elle n'est pas une finalité mais un moyen complémentaire de lutter contre la pauvreté. En somme, pour LD, la micro-finance ne se résume pas à l'argent. Elle joue sur l'éducation, la solidarité du groupe et la responsabilisation des porteurs de projets. Comme le précise Muhammad Yunus, parrain de LD et docteur honoris causa de l'UCL, "le micro crédit permet aux personnes désavantagées d'accéder à la santé, l'éducation et la liberté en même temps qu'il accroît leurs revenus." Dans ce cadre, les projets de micro-finance de LD intègrent des apports initiaux en capital et un ensemble de mesures d'accompagnement : conseils sur le choix des activités économiques, aides à la réalisation du plan d'investissement, formations en gestion, formations techniques...



(Astrid de Visscher)

Et sur le site de Louvain ?

Bien sûr, les clés d'un développement harmonieux et d'une société solidaire sont aussi au Nord. LD est donc également active dans l'information et la sensibilisation de la population belge. L'éducation au développement permet de mieux saisir les interdépendances des régions du monde et d'améliorer la compréhension des forces économiques, sociales et politiques qui produisent les inégalités et la pauvreté.

À travers cette démarche, l'ONG encourage l'investissement de chacun dans la construction d'un monde où ressources et pouvoirs seraient mieux répartis.

Conférences, rencontres, formations et animations festives sont organisées sur le site de Louvain-la-Neuve et s'inscrivent dans un processus pédagogique à long terme. Nous concevons également des outils pédagogiques tels que jeu de rôle, expositions ou publications. Par exemple, les Midis du Sud, les fêtes de la musique, et la conférence du 13 mars sont organisés en partenariat avec Louvain Développement. (Stéphanie Merle)



Bon à savoir

Relooking chez OXFAM



Nous avons le plaisir de vous communiquer que le magasin de seconde main OXFAM a été relooké! Nous désirons marquer le coup et vous inviter à l'inauguration du nouvel espace le jeudi 16 mars à partir de 17h pour trinquer au nouveau départ de l'équipe et du magasin.

Nous sommes ouvert tous les après-midi de 13 à 16h. Vous y trouverez toujours des vêtements de seconde main de qualité à un prix démocratique ainsi que des produits alimentaires issus du commerce équitable.

N'oubliez pas que vous pouvez également y déposer vos vêtements dont vous ne faites plus usage. Nous vous rappelons que ceux-ci doivent être en bon état et propres.

Grâce aux dons et à l'achat de vêtements de seconde main, vous contribuez à trois objectifs essentiels pour Oxfam-Magasins du monde : (1) permettre à tout le monde de s'habiller à un prix modeste; (2) soutenir des projets d'Oxfam Solidarité dans les pays du Sud; (3) lutter contre le gaspillage, pour le respect de l'environnement. Nous vous en remercions.

Sachez encore, que le magasin est géré par une équipe de bénévoles. Le bénévolat au Magasin du monde Oxfam est très varié : tri des vêtements, vente en magasin, information aux clients, participation à des actions de sensibilisation, gestion administrative, réalisation des vitrines, ...

Des plans pour le développement ?

Carte blanche

La coopération universitaire au développement à l'UCL, c'est une longue histoire, complexe, passionnante, surprenante et encourageante pour les coureurs d'inaccessibles étoiles. Après avoir réalisé mon mémoire de DEA sur le sujet, je tente ici en quelques lignes d'en donner un aperçu qui met en évidence certaines lacunes de ces dernières années afin de formuler des propositions d'actions.

■ Mathilde Collin

LES DÉBUTS

Historiquement, la coopération universitaire au développement à l'UCL s'est construite progressivement, en réaction à l'implication de l'université dans des actes jugés inacceptables par certaines personnalités. En particulier, au début de 20e siècle, l'université soutenait explicitement l'action coloniale, notamment par la mise en place de huit programmes en sciences coloniales, dont le premier vit le jour dès 1908, année de la cession du Congo à la Belgique. En 1922, le Recteur de l'université, Mrg. Ladeuze, s'exprimait en ces termes lors de la rentrée académique:

Le Congo belge manque d'ingénieurs belges, de magistrats belges, surtout de médecins belges. Il appartient à la jeunesse universitaire actuelle de faire que notre colonie devienne vraiment belge et soit profitable à la Belgique d'abord. C'est une question vitale pour notre pays dans la crise actuelle. Il ne s'agit pas seulement de fournir de la main d'œuvre à nos ouvriers et des débouchés à nos usines; il s'agit, par l'exploitation rationnelle des immenses ressources naturelles du Congo, d'élargir le patrimoine économique de la métropole et sa richesse publique, de rétablir et d'agrandir sa situation dans le monde, de lui permettre de couvrir le gros déficit que la guerre a laissé à notre génération .

C'est en réaction à cette attitude que sont nés les projets qui sont considérés comme les premiers jalons de la coopération universitaire au développement, et qui aboutiront à la création de l'université Lovanium, inaugurée en 1954. La perspective était de former des cadres indigènes, avec l'objectif qu'ils puissent prendre en main la gestion de leur pays de manière autonome. A bien des égards, cette attitude était extrêmement courageuse et progressiste pour l'époque.

LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT À L'UCL

A la fin des années 1960, l'UCL institutionnalise dans ses structures centrales les différentes actions en faveur de ce qui était alors appelé le développement le

L'UCL a joué le rôle de fer de lance de la coopération universitaire au développement en Belgique, mais aussi dans le monde.

Conseil du Tiers-Monde et son Secrétariat, dont Guy Bajoit a été le directeur jusqu'en 1984. L'ensemble des acteurs universitaires de l'époque étaient autour de la table pour la définition de cette politique aux tonalités de l'encyclique *popularum progressio*, avec quelques allures marxisantes, pragmatiques et anti-impérialistes. La radicalité allait jusqu'à octroyer de fausses bourses d'étude à des réfugiés politiques chiliens. L'UCL, par l'originalité de son action, par son expérience, par sa volonté, sa capacité réelle de débat et par la confiance qu'elle a placée en ses membres, a joué le rôle de fer de lance de la coopération universitaire au développement en Belgique, mais aussi dans le monde. Ces acteurs ont dépensé une énergie considérable à vouloir influencer la politique nationale. Sur le long terme, le budget alloué à ces actions n'a cessé de croître jusqu'en 1991.

Malheureusement, depuis les années 1980, il n'y a pas eu de mise à jour de cette politique en fonction des évolutions internationales. Les débats ont disparu de la scène depuis que l'organe décisionnel qu'était le CTM est passé au rang d'administration, en gardant uniquement les attributions qui étaient les siennes: l'octroi de bourses à des étudiants du Sud et les partenariats avec des universités du Sud. Dans le courant des années 1990, la relance d'une politique de développement s'est opérée uniquement autour de ces modalités d'action, laissant de côté les aspects qui n'ont pas été perpétués par le STM, à savoir la sensibilisation dans les programmes de cours et le centre de recherche à l'UCL, qui sont pourtant les raisons d'être de l'université. Les initiatives qui se sont développées en dehors des structures centrales, issues de nouveaux courants de pensée critique, n'ont pas non plus été intégrés dans cette politique (action de terrain, mouvement écologiste, économie sociale...).

Propositions à creuser pour un plan de développement durable:

- 1) Intégrer les nouveaux mouvements critiques

dans l'action universitaire pour le développement, de manière à actualiser une politique dont les modalités datent de l'époque tiers-mondiste, même si l'aspect paternaliste en a presque entièrement disparu. Notamment, il faudrait poser la question de l'aire géographique d'action. D'une part, l'aide au développement ne doit pas être tournée uniquement vers le Sud étant donné que le mode de développement du Nord est intenable pour la planète. Agir sur notre propre développement, remettre nos habitudes en question et reconnaître notre responsabilité à chacun dans le maintien de populations entières dans un état humainement inacceptable, c'est aussi coopérer au développement. D'autre part, les inégalités se posent aujourd'hui aussi en termes de dualisation à l'intérieur même des pays, tant au Nord qu'au Sud. Les aides doivent donc se diriger vers des populations plutôt que vers des pays ou des institutions, ce qui implique pour nous l'audace d'opérer des choix, dans l'affectation des budgets, mais aussi dans l'instauration des critères de valorisation des expériences de coopération.

2) Elargir le champ de la coopération universitaire au développement à l'ensemble des aspects de l'action

universitaire, et ne pas la cantonner à un aspect de "relations internationales": contribuer à un meilleur développement, cela passe aussi par le contenu des enseignements, les orientations de recherche, la confrontation des cultures, les choix de partenariats avec les entreprises, les relations avec les acteurs de terrain, la réduction des inégalités à l'intérieur même du pays (notamment par l'ouverture de l'enseignement universitaire à toutes les catégories sociales) et un comportement responsable de l'université en tant qu'acteur en soi (promotion du développement durable, du logiciel libre...). Les réformes de structures du Plan de développement de l'université (portera-t-il bien son nom?) devraient intégrer cette dimension, tant au niveau de la réorganisation du conseil rectoral et de l'administration que par l'instauration de projets de recherche interdisciplinaires autour de ces thèmes, qui s'y prêtent particulièrement bien. L'implication des étudiants dans diverses actions devrait aussi y être valorisée. De la sorte, on pourrait arriver à réaliser une réelle politique intégrée de l'université en matière de développement.

De la couleur sur les campus !



Pour la quatrième année consécutive, les sites universitaires francophones de l'ULB, de l'UCL, de l'UMH, de l'ULG, des FUNDP, des FUSAGX, des FUSL et des FPMS s'associent du 13 au 17 mars 2006 pour une semaine d'activités

sur le thème des relations Nord-Sud. De la réflexion de fond aux activités festives en passant par de nombreuses animations culturelles, Campus Plein Sud permettra de mettre en lumière ce qui se fait et se vit au quotidien en termes de coopération au développement dans nos universités !

Campus Plein Sud est une initiative qui a vu le jour en octobre 2002 suite à la constatation que, si chaque université francophone menait ses propres projets de coopération au développement, il était cependant difficile pour des personnes non averties d'y voir clair. Dans un souci de cohérence et d'information, la plupart des universités francophones ont ainsi décidé d'organiser une semaine d'activités diverses et variées pour donner un aperçu de ce qui était fait et possible de faire sur nos campus. Le thème de cette année : " Les universités : acteurs du développement ? " y répondra d'une manière encore plus précise.

L'objectif principal de Campus Plein Sud est donc d'informer la communauté universitaire, tant les académiques que les futurs professionnels, des réalités complexes du Sud mais également des interdépendances qui existent entre le Nord et le Sud.

Et de la sensibilisation à l'action, il n'y a qu'un

pas que Campus Plein Sud a décidé de franchir : chaque édition, il est ainsi possible de rencontrer des ONG qui mènent des projets dans le Sud ; des professeurs, chercheurs ou encore des étudiants qui vivent leur engagement au quotidien... Et, qui sait, de choisir ensuite de s'engager à son tour !

L'aspect festif et culturel n'est cependant pas oublié : cette année encore, un concert de Mousta Largo égayera la semaine, des matchs d'impro inter-universitaires mettront sur le devant de la scène la manière dont les étudiants perçoivent le Sud. De nombreuses expos, rencontres, ... seront également organisés.

Alors laissez-vous entraîner dans cette semaine riche en couleurs et n'oubliez pas que c'est vous qui contribuerez à ce que nos campus deviennent plus solidaires !

■ Lucie Uwarow

Des projets

En veux-tu en voilà

Avec la CNAPD

En février 2006, la CNAPD lance deux nouvelles campagnes : **Démocratie & Courage** et **l'Europe que nous voulons**. Des campagnes qui s'adressent aux jeunes et font vivre les valeurs de paix, de justice, d'égalité, de démocratie et de solidarité.

La CNAPD est une coordination d'associations de jeunesse qui mène des projets d'information et de sensibilisation pour les jeunes. Ce mois-ci, elle lance deux campagnes. Deux campagnes qui ont besoin de l'enthousiasme et du dynamisme de jeunes...comme toi ?!



Démocratie & Courage est né en Allemagne en 1999 à l'initiative de jeunes inquiets par la percée de groupes néo-nazis. Depuis plusieurs années, il existe aussi en

France.

En Belgique, cette campagne est portée par la CNAPD et par le MRAX. Pourquoi ? Pas seulement dans une optique de lutte contre la banalisation du discours raciste ou contre la percée des partis nationalistes ; surtout dans une perspective d'ouverture et de dialogue interculturel. Notre démarche ne vise pas à blâmer mais à comprendre. Comprendre pour changer. Comment ? En deux temps. D'abord, soixante jeunes recevront une formation à l'animation citoyenne. Trois modules de formation en résidentiel se tiendront de février à juillet 2006. Pendant 5 jours ces jeunes apprendront, approfondiront des techniques d'animation à l'éducation anti-raciste et citoyenne.

Une fois formés, ils interviendront dans des écoles, associations, maisons de jeunesse sur les thèmes du racisme, des discriminations et de l'exclusion.

Participer à **Démocratie & Courage**, c'est devenir animateur volontaire pour : travailler avec d'autres jeunes sur les préjugés et stéréotypes, explorer les différences et développer des pistes d'action au quotidien...Autant d'objectifs ambitieux qui ont besoin de toi, de vous !

Dans un autre registre, **l'Europe que nous voulons**. Union Européenne, citoyenneté, institutions, politique...sont des termes qui peuvent paraître obscurs. Difficile de savoir ce qui se cache derrière ces mots. Et pourtant...

Pourtant, l'Union Européenne joue un rôle de plus en plus important dans nos vies. Ses prises de position et décisions nous touche tous, alors qu'elle n'est que l'affaire

de quelques-uns. Que faire ? Démocratiser ces termes et placer le débat sur la place publique. Comment ? En organisant des rencontres informelles et conviviales entre jeunes.

Quelle Europe voulons-nous ? Telle est la question centrale qui sera posée tout au long de la campagne. Ensemble, des associations de Belgique, d'Italie, de Lituanie et d'Estonie portent cette campagne pour inviter leurs jeunes à se mobiliser en tant que citoyen européen.



Quatre cafés citoyens seront organisés en Belgique et porteront sur les thématiques suivantes : les droits sociaux, l'environnement, la politique d'asile et d'immigration et la paix et la sécurité. Autour d'un verre et en sous-groupes, les participants sont invités à échanger leurs opinions, prendre position, dégager des pistes d'action.

Passer du dire au faire c'est souvent le problème !

Nous avons conscience que de nombreux projets stagnent souvent au niveau de la réflexion sans jamais passer à l'action. C'est pourquoi, plusieurs outils de mobilisation sont également mis en place : un portail Internet, un Forum de discussion, un livre blanc (qui rassemblera les contributions des rencontres).

La campagne se clôturera par une rencontre européenne entre des participants des 4 pays partenaires. L'occasion pour ces jeunes de concrétiser les relations déjà établies via le forum et de définir concrètement l'Europe que nous voulons !

Si chacune de ces campagnes a ses propres particularités, toutes deux poursuivent un but commun : faire vivre la citoyenneté et la démocratie ! Envie de les faire vivre avec nous ?

■ Clémentine Rasquin

Chargée de Projets à la CNAPD - plus d'information sur www.cnapd.be - 02/640.52.62

Qu'est ce donc que la " cinquième modernisation "? Cela signifie sans doute qu'il y eut quatre autres modernisations et que celle-ci en est la suite logique. Rien n'est moins sûr ! En Chine bien des choses se cachent derrière les mots et le choix des mots est primordial.

Après le désert socio-économique laissé par les dix ans de la Révolution Culturelle (1966-1976) qui n'a prit fin qu'avec la mort de Mao, la nouvelle équipe dirigeante, conduite par Deng Xiao Ping, aux vues plus pragmatiques, a lancé le pays dans un vaste programme de réformes afin de lui éviter de sombrer dans un chaos encore plus profond : les quatre Modernisations : *modernisation de l'armée, des sciences et techniques, de l'agriculture et de l'enseignement.*

Deng Xiao Ping redressa l'économie en pratiquant la politique de la " porte ouverte ". D'abord il importa les technologies nécessaires à l'industrie, puis il encouragea la formation d'entreprises communes avec des firmes étrangères. Il institua des *zones économiques spéciales* où les étrangers purent investir et embaucher du personnel chinois. Enfin des milliers de jeunes furent envoyés hors de Chine pour se familiariser avec les techniques, les sciences et même le management occidental.

Toutefois ces réformes ne tardèrent pas à engendrer des effets secondaires indésirables. Une croissance trop rapide et des dépenses de capital incontrôlées déclenchèrent l'inflation. L'augmentation des salaires, l'allocation trop généreuse des primes accrurent la consommation des ménages par conséquent alourdirent les charges financières de l'état, car en Chine presque toutes les matières premières et toutes les marchandises courantes étaient alors subventionnées. Les personnes touchant un salaire fixe, y compris les enseignants, les médecins, les fonctionnaires, souffrirent de l'inflation plus que les autres et en conçurent beaucoup de ressentiment

Dans les années 80, les matières premières se firent de plus en plus rares car elles étaient dépensées souvent de manière stupide, soit à fabriquer de la camelote dont personne ne voulait, soit à fabriquer des objets convenables qu'on ne pouvait vendre ailleurs que sur les lieux de productions faute de moyens de transports. Enfin, de nombreux problèmes de pollution commencèrent à se poser.

Pour redresser la situation, le gouvernement envisagea de relever le prix des denrées subventionnées, c'est à dire des produits de consommation courante; aussitôt les magasins furent pris d'assaut et il en résulta de sérieuses pénuries. En revanche, lorsqu'en 1988, des prix plafonds furent imposés sur certaines marchandises libres, les paysans désertèrent les marchés et vendirent certains produits sous le manteau.

La corruption dans l'administration comme dans le privé, réapparut en force. Des directeurs d'usines vendirent sur le marché libre des articles fabriqués avec des matières premières subventionnées par le gouvernement à des prix non subventionnés, volant ainsi à la fois l'Etat et les consommateurs. Des membres du parti accordèrent les marchés de l'Etat contre des pots de vin, distribuaient les emplois à leurs parents et amis, fraudaient le fisc.

Bon nombre de Chinois, scandalisés par la généralisation de la corruption, en vinrent à penser que les réformes économiques ne serviraient à rien tant que le parti ne rendrait pas des comptes au peuple. Des 1978, Wei Jingsheng, un garde rouge repent, demandait : "*Les quatre Modernisations pourront-elles aboutir dans un pays soumis à de grands seigneurs servis par des esclaves ?*. Non ! répondit-il lui-même, *du moins, tant que la cinquième Modernisation - la fondation de la démocratie- n'aura pas été menée à bien.*"

Initialement, Deng Xiao Ping tolérait ce genre de protestations car elles lui fournissaient des munitions contre les opposants à son programme économique. Il changea d'attitude quand il en devint la cible. En 1979, ce même Wei Jinsheng publia un article dans lequel il réclamait des élections générales "*pour s'assurer que Deng Xiao Ping ne se transforme pas en dictateur.*"

Les étudiants manifestèrent en 1986. Cette fois-ci leurs critiques portèrent sur la hausse des prix, la mauvaise qualité de l'enseignement, l'inconfort de locaux. Les autorités ne réagirent qu'au début de 1987 en licenciant Hu Yaobang, le secrétaire général du parti, qui fut accusé de d'encourager les étudiants. Le calme revint.

La crise éclata le 15 avril 1989, à la mort de Hu Yaobang . Il était resté membre du politburo. Aussitôt des

affiches réapparurent à l'université de Beijing. "Un homme vrai est mort, les hommes faux vivent encore." Les jours suivants, les protestations s'amplifièrent. Le jour des funérailles de Hu, 100 000 personnes envahirent la place de la Paix Céleste, obligeant Deng Xiao Ping et les autres dirigeants à entrer dans la grande salle du peuple par la porte latérale. Après les manifestations de 86 et 87, tout défilé, tout rassemblement avait été interdit. Les dirigeants semblaient paralysés. Le Premier ministre voulait mater immédiatement les protestataires, mais d'autres menés par le successeur de Hu Yaobang, prêchaient la modération. L'une des raisons de cette hésitation était la prochaine réunion du sommet sino-soviétique. La dispersion par la force brutale de citoyens qui ne demandaient qu'un peu de liberté démocratique aurait jeté une note discordante sur la visite de Gorbatchev, grand réformateur de l'URSS.

Le 17 mai, dernier jour de la visite de Gorbatchev, Deng réunit le Politburo pour faire approuver sa décision de faire intervenir l'armée et évacuer la place. Or les troupes ne se présentèrent pas car des milliers de citoyens avaient envahi les rues périphériques de la capitale empêchant ainsi l'ALP d'arriver au centre de Pékin. Les troupes n'ayant pas reçu l'ordre de tirer, elles ne purent que rester dans les camions, sous les huées de la foule. Les contestataires pensaient que l'armée ne les attaquerait pas. Ils se trompaient. A 20 heures, le 3 juin l'armée eut l'ordre de prendre "des mesures puissantes et effectives". Une demi-heure plus tard, on entendait le crépitement des armes automatiques !

Voilà pour l'histoire contemporaine.

"La démocratisation de la Chine ne peut progresser que si elle s'appuie sur les forces démocratiques enracinées dans le pays.[...]. Pour résoudre les problèmes fondamentaux de la Chine, c'est sur l'intérieur du pays qu'il faut s'appuyer. Aussi, ceux qui se consacrent à la lutte pour la démocratie et la liberté en Chine doivent ils, pour reprendre l'expression de Zhao Zhiyang, être prêts "à aller en enfer". Les progrès et le développement de la société se paient toujours par le sacrifice de quelques personnes. Et dans la marche de la Chine vers la liberté et la démocratie, des gens se sacrifieront. Ceux qui étudient à l'étranger et qui souhaitent vraiment se consacrer à la patrie doivent retourner au pays en bombant le torse, prendre contact avec des personnalités éclairées au sein du PCC et avancer sur la voie de l'approfondissement de l'union étroite avec les masses paysannes et ouvrières en se rendant dans les villes et les

villages dans les campagnes, un quart de la population a sa conscience arrêtée aux années 30. On a besoin d'un grand nombre de personnes éclairées, pour effectuer le travail d'éducation et de diffusion des Lumières. C'est seulement ainsi que l'on pourra réaliser la lourde tâche de démocratisation de la Chine. "



La réalisation de la 5^e modernisation, voilà ce qui est demandé par Zhang Liang dans *Les archives de Tian An Men* paru en 2001 aux USA.

Ce dernier fut l'un des leaders du mouvement étudiant de

1989, le " mouvement du 4 juin " comme on dit en Chine. C'est la première fois dans l'histoire de la Chine contemporaine que des documents "gouvernementaux" concernant un événement d'une telle ampleur filtraient et étaient diffusés hors de Chine. Aujourd'hui, ce même gouvernement, qu'on disait fini, incapable de se relever à la fois des événements du 4 Juin et de la chute du communisme, est toujours là et semble plus puissant que jamais d'avoir mené la Chine sur la voie de la réussite économique, vers un second âge d'or. Mais qu'en est-il vraiment ?

Qu'en est-il de l'écart de plus en plus criant entre riches et pauvres " au sein d'une société socialiste " ? De l'écart de plus en plus grand entre les régions économiquement développées de la côte et régions pauvres du centre ? De celui entre populations des villes et populations des campagnes ? Et il reste bien entendu la question de Taiwan !

Toutes ces tensions ne sont elles pas le signe d'un éclatement prochain de la Chine et d'un " changement dynastique ", sous estimé par le gouvernement actuel qui, aveuglé par sa réussite ne voit rien venir ou au contraire, tout cela est il, comme le laisse entendre le gouvernement, les maladies de jeunesse " nécessaires " de la future hyper puissance du XXI^e siècle ?

Le Premier ministre chinois Wen Jibao, en octobre 2005, a appelé toute la société à " faire des efforts pour construire une société harmonieuse " en faisant de l'emploi, de la sécurité sociale, des soins médicaux, de la réduction de la pauvreté, de la protection de l'environnement et de la sécurité des objectifs prioritaires. Il a indiqué que l'emploi risquait d'être un problème à long terme et que la Chine devait mettre en application des politiques actives et trouver tous les moyens possibles pour créer des opportunités d'emploi.

Le Premier ministre a aussi souligné que la sécurité sociale devait être renforcée afin d'améliorer le système des pensions, des soins médicaux basiques, du chômage, ainsi que de résoudre le problème des travailleurs ruraux migrants vers les villes.

Il a encore appelé à faire des efforts de réajustement dans l'attribution des revenus afin de réduire l'écart toujours plus grand entre les régions rurales et les régions urbaines, et atteindre une égalité sociale.

Les autres tâches importantes seront, pour les 5 années à venir, le développement de l'éducation, l'enrichissement de l'environnement culturel et spirituel de la population, l'amélioration des services médicaux et la sauvegarde de la vie et des biens de la population.

Voilà pour le discours !

Ce même jour, le gouvernement central, publiait un livre blanc sur la démocratie politique en Chine. C'est le premier livre du genre publié par le gouvernement chinois. Ce livre, intitulé *Edification de la démocratie politique en Chine* expose de manière détaillée les principes de la démocratie politique du pays.

Bien sûr, entre les intentions et la réalisation concrète il y a toujours une marge et celle-ci est plus ou moins grande suivant la bonne volonté d'un gouvernement! Ce dernier semble actuellement de bonne volonté car de ses "réformes" dépend la bonne santé économique du pays, et de cette bonne santé économique dépend sa survie !

UNE SOCIÉTÉ HARMONIEUSE.

Aujourd'hui les images que l'on montre de la Chine sont celle des grandes villes comme ShangHai ou Pékin avec leurs tours de plus en plus hautes, leurs embouteillages chaque jour de plus en plus denses, leurs commerces ouverts 24h sur 24 et leurs nouveaux milliardaires qui se cachent de moins en moins. Selon l'agence XIN HUA (Chine nouvelle), les chinois dépensent annuellement 800 milliards de yuan, plus ou moins 99 milliards de dollars, et l'avalanche de chiffres continue... par exemple, les dépenses des chinois au restaurant pourraient atteindre 1 trillion de yuan (124 milliards) en 2006 et deux trillions de yuan (246 milliards) dans 5 ans !

Bien sûr, ces chiffres dont raffolent les chinois renforcent l'image d'Epinal d'une Chine clinquante de la réussite économique. Mais à côté de cette Chine sûre de son avenir, il y a celle des laissés pour comptes, de ceux qui n'ont pas su s'adapter et profiter du passage d'une économie planifiée à une économie de marché pure et dure.

En effet, après 50 ans de *société socialiste* dont l'une des caractéristiques est de *gommer* les différences sociales, après une plongée dans les affres du maoïsme, une grande partie de la population chinoise est fort mal préparée aux changements actuellement en cours au sein de la société civile.

Le travailleur des entreprises d'état - les fameuses *unités de travail* (danwei)- dont le salaire était identique quel que soit son rendement, qui se retrouve du jour au lendemain à la rue suite à la fermeture de son entreprise ou à la suppression de son poste, jugé inutile ou non rentable. Le paysan qui, à la suite à la décollectivisation, se retrouve dans l'incapacité de racheter au gouvernement la terre qu'il a travaillé toute sa vie par ce qu'il n'a pas les fonds nécessaires et n'aura pas la chance de travailler à son compte.

L'opposition ville-campagne, aux yeux des occidentaux, paraît incompatible au développement d'une société moderne. Pourtant, celle-ci est une constante de la société chinoise qui considère plutôt les villes comme un centre de pouvoir sur les campagnes environnantes que comme un pôle économique, facteur de développement, comme ce fut le cas en Occident dès la période médiévale. Pourtant, cette opposition n'a jamais empêché le développement de la société chinoise, bien qu'elle y ait toujours mis un frein et on peut espérer que le gouvernement actuel ait la capacité d'effectuer cette modernisation indispensable à la bonne santé économique du pays. A cet égard, il est à noter que la Chine est actuellement le seul pays au monde à être à la fois un géant économique et un pays encore constitué à plus de 80% par le monde agricole.

Quant à l'écart grandissant entre régions riches et pauvres, il est vrai que cela pourrait être à terme un danger pour l'unité du pays. En effet, il y a là un phénomène nouveau qui se conjugue à la cassure géographique entre Chine du Nord et Chine du Sud qui apparaît lorsque la dynastie au pouvoir perd son "mandat".

Cela pourrait à terme provoquer la résurgence des particularismes locaux, lesquels ne sont jamais loin dans ce gigantesque pays qu'est la Chine.

En ce qui concerne les minorités ethniques, selon le Livre blanc du gouvernement, la Chine respecte et protège les croyances religieuses des minorités. Toujours selon ce même Livre blanc, il y a en Chine, 155 zones autonomes ethniques dont 5 régions autonomes, 30 préfectures autonomes, et 120 districts autonomes (bannières). La population des ethnies minoritaires jouissant d'une autonomie régionale représente 71% du total des ethnies minoritaires.

Le gouvernement accorde beaucoup d'importance au développement des régions autonomes. Rien qu'au Tibet, les autorités centrales participent à la création de 117 projets. Ces régions sont en général peu peuplées. C'est cet argument qui est souvent avancé par les autorités pour justifier leur colonisation par des populations de souche Han. Actuellement, les Han représentent plus de 50% de la population globale des régions autonomes.

L'idée de la colonisation des régions périphériques par les Han afin d'apporter une plus grande stabilité à l'Empire n'est pas neuve. En effet, il s'agit là d'un projet remontant à Qin Shi Huang Di : un modèle culturel s'élabore au nord, puis il se répand sur ce qui est devenu l'espace chinois proprement dit, ce qu'on appelle la Chine des 18 provinces, de peuplement Han. Enfin, il organise un empire déployé le long des voies de communications internationales afin de contrôler les verrous de l'espace chinois (Mongolie, Tibet, Asie Centrale, nord de la péninsule Indochinoise etc.) peuplées de non Hans.



Au terme de ces crises de gigantisme, l'ensemble se déconstruit selon la logique inverse : l'empire se rétracte sur la Chine propre, laquelle se refragmente en unités régionales de base, jusqu'au moment où de l'une de ces unités émerge un nouveau pouvoir central qui entreprend de reconstituer l'espace chinois puis un nouvel ensemble impérial et ainsi de suite. Cette respiration de l'histoire chinoise s'accompagne d'une élaboration toujours plus précise du modèle culturel chinois, qui est diffusé à chaque fois plus profondément parmi les populations non chinoises périphériques.

Chaque dynastie au pouvoir depuis s'est efforcé à s'y employer de son mieux. Simplement le rythme s'est accéléré durant ces 50 dernières années du fait de l'accroissement des moyens techniques.

Ayant effectué ses quatre modernisations, la Chine est à même, maintenant, de se lancer dans sa cinquième. Non pas une démocratisation à l'occidentale, incompatible avec son caractère socio-politique, mais plutôt un "affinement" du mouvement sino-socialiste actuel, seul capable de résoudre les problèmes qui ne manqueront pas de se poser à l'avenir par une nation de plus d'un milliard d'habitants de 56 nationalités différentes.

Forts de nos partis pris libéraux ou marxistes, nous supposons généralement que la Chine se doit de suivre le modèle européen : féodalisme, capitalisme, socialisme. Rien ne saurait être moins évident. Les deux invasions occidentales, libérales et marxistes, de la pensée chinoise ont constitué le stade le plus élevé de notre impérialisme intellectuel occidental. Elles ont voulu imposer à la Chine des moules qui ne lui sont pas vraiment adaptés. Qualifier de "socialisme" le nouvel ordre de la Chine peut convenir à merveille à ceux qui aiment particulièrement ce terme. Son "socialisme" est réalisable car la vie y est plus tournée vers le groupe que vers l'individu. Mais le socialisme de la Chine est un socialisme d'Etat, qu'il n'est pas toujours facile de distinguer d'un capitalisme d'Etat. C'est par ailleurs le gouvernement chinois moderne qui dirige la transformation de la Chine, et il a un très net air de famille avec une nouvelle dynastie. Et en dernière analyse la Chine se contente d'être elle-même, comme d'habitude.

Le réveil du dragon, tout comme la montée des nations du Pacifique, prend sa source, à la fois dans une économie de libre marché et une intervention énergique de l'état. Les gouvernements tirent les ficelles, fournissent des fonds, interviennent pour transformer les vieilles méthodes de travail intensif et orienter vers les disciplines propres de la hautes technologies. Mais eux aussi se plus orientée vers le collectif, le groupe, que vers l'individu. heurtent à l'hostilité croissante des occidentaux. Des la fin du XX^os et malgré la pression exercée sur ces étoiles montantes par les vieilles nations du monde riche, il était évident pour la plupart des observateurs que le centre de gravité de l'économie mondiale se déplaçait. Pendant 200 ans, depuis la révolution industrielle, l'Europe et l'Amérique ont été les moteurs de l'énergie commerciale et les championnes de la puissance économique. Il apparaît maintenant que la Chine et les nations du Pacifique, colonies, pour certaines puis clientes de l'Occident vont se révéler leur plus formidable challenger tout au long de ce siècle.

■ Olivier Lucq

Dits et écrits

par Stéphane Baele

Pour cette entamer cette nouvelle année 2006, ou si vous préférez pour l'année chinoise du chien, rien ne vaut de lire la Savoate, en particulièrement cette rubrique culturelle " Dits et Ecrits ", celle qui vous ouvre au développement intellectuel et artistique dont vous avez tous grand besoin. Plus besoin d'aller au cours : suivez les conseils et challengez le savoir établi !

Je profite de ma première rubrique de l'année pour vous souhaiter une excellente année 2006, pour laquelle je l'espère vous avez décidé de vous mettre enfin à la culture vraie. Je ne vous parle pas des événements mièvres et conventionnels : mon vœu pour l'année qui s'annonce est celui d'un renouvellement de votre rapport à la culture. Faites-en une expérience limite, encouragez l'outrage, passez outre les premières impressions pour délirer la votre.

À voir

Good night and good luck 👍👍👍

Historiquement le moment est important ; la liberté d'expression est en danger, entre le politiquement correct, le retour du religieux et le politique. C'est cette dernière dimension qui est traitée par un Clooney inspiré, dans ses deux dernières réalisations. " Good night and good luck " - film à mini budget - doit se voir dans cet état d'esprit. Cette reconstitution presque intimiste du journalisme à l'heure du maccarthisme se révèle puissante. Au niveau de la forme, des plans, de la technique du huis clôt tout d'abord, au niveau de la pertinence du thème et du jeu d'acteurs d'un autre côté. A l'heure où - toutes choses étant égales par ailleurs - les contrôles de l'expressions prennent des formes dérivées insoupçonnables et où la foi en Dieu dérape (pourquoi s'étonner : c'est sa logique même), il faut voir ce film pour en discuter. Mais je doute que les désintéressés de l'histoire et de la politique ne s'y fassent pas un peu chier. C'est leur problème, et c'est d'ailleurs aussi ce que dénonce Clooney. Mais à sa différence, je n'ai plus foi en ces gens-là ; Georges, ton film vient trop tard.



Syriana

Le deuxième opus en moins de temps qu'il faut pour le dire, est un thriller engagé qui sort bientôt mais qui devrait exposer un autre problème : celle de la politique d'intérêts. Une crasse aujourd'hui, et si l'acteur-réalisateur y vise les Etats-Unis, nous ne devons pas regarder aussi loin quand nous sortirons de la sortie de la salle obscure.



The King 👍👍

Faut-il voir un engagement d'ordre aussi politique dans " The King " de James March ? En traitant d'un homme qui rattrape un passé qui le nie, en abordant cette rencontre par sa possibilité la plus malsaine, March semble plutôt porté sur le cinéma psychologique, entre inceste, meurtre, et surtout malaise mental du héros, incarné par un Garcia Bernal à cheval entre la candide, l'impulsif et la vengeance. Mais ne s'agit-il pas également de relations de pouvoir, dans ce film ? Ne s'agit-il pas non plus de mettre en critique le retour du religieux dans la vie d'un homme et dans la société qu'il essaye de changer ?



Tom Yum Goong 👍

Rassurez-vous quand même, votre chroniqueur n'a pas oublié que c'est bien l'absurde qui régit le monde en l'absence de la logique. C'est pourquoi il est réellement conseillé d'acheter son ticket pour mater le deuxième film construit autour de la personne de Toni Jaa, après le rustique " Ong Bak ". Oui, c'est un film d'art martial, et un très bon même à en croire les amateurs du genre. Mais personnellement je l'ai vu pour son absence revendiquée d'absurdités. Et je n'ai pas été déçu : personnages principaux

qui disparaissent sans explication de l'histoire, scénario basé sur un enchaînement de faits totalement improbable, morale à la mord-moi-le-nœud à la fin, incohérences flagrantes, absence presque totale de dialogues, etc. Vous l'aurez compris : au-delà des coups, " Tom Yum Goong " est un éloge - qu'il soit voulu ou non - à l'absurdité du monde.

À lire (ou pas...)



Michel Houellebecq, *La possibilité d'une île* 👍👍👍

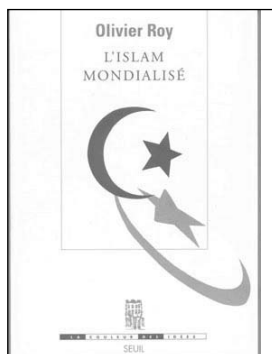
Dans un autre domaine, cette absurdité est également exploitée au maximum. En littérature en effet, au moins trois bouquins l'évoquent ces quatre derniers mois de manière très différentes. "La possibilité d'une île", le nouvel opus surmédiatisé de Houellebecq, plonge dans son versant le plus personnel, le plus noir, le plus dangereux, en attirant avec force le lecteur dans un univers de dérégulation. C'est l'histoire d'un effilochement, d'une décadence tant intime que sociale. On peut critiquer tout ce qui se fait en marge du livre (j'étais d'ailleurs parti d'un a priori plutôt négatif), la vérité reste que cette fresque est l'un des meilleurs romans que j'aie jamais lu. A lire sans tarder.

Noël Godin, *Entartons entartons les pompeux cornichons* 👍

Mais l'absurdité n'est pas seulement un constat ; elle peut être un art de vivre, en l'occurrence celui de Noël Godin, a.k.a. " l'entarteur ", qui nous livre son parcours de a à z dans " Entartons entartons pompeux cornichons ! " La genèse d'un mouvement aussi nihiliste qu'engagé, expliquée au fil des rencontres, des attaques, des procès, avec ce style d'écriture si particulier du Gloupier, est un plaisir à ne pas manquer. Et en reposant le livre, c'est sans appel : Godin a gagné, car nous aussi on veut lancer des tartes, boire de la Westmalle triple en préparant des attentats pâtisseries ou réduire une ordination de prêtres sous la crème fraîche !



Olivier Roy, *L'Islam mondialisé* 👍



Et si l'entarteur ne tenait pas à sa vie, nul doute qu'il irait faire goûter la crème fouettée à quelques mollahs extrémistes d'outre-méditerranée, pour calmer la réislamisation du monde arabe à sa façon. C'est précisément ce mouvement de religiosité qui touche également à l'absurde, en ce sens que c'est ainsi qu'on le perçoit, nous occidentaux de Louvain-la-Neuve. Il est en effet incompréhensible pour 99,9% des Européens. Pourquoi la voile est-il beaucoup plus de rigueur aujourd'hui qu'il y a trente ans ? Pourquoi en vient-on à assimiler la religion musulmane aux terroristes islamistes de New-York, de Londres, de Madrid ? C'est à ce flou, à ce constat d'incompréhension que s'attaque Olivier Roy en rééditant une version revue de son " L'Islam mondialisé ", dans lequel il fait feu de tout préjugé, de tout amalgame, de tout jugement hâtif. Car rien n'est simple, nous affirme-t-il, et tout cet étalage visible, expressément exprimé sans retenue, n'est en réalité que le symptôme de la force de l'occidentalisation sur l'Islam. L'Islam est à sa charnière, se cherche une voie d'adaptation à la modernité, et la virulence de certains de ses idéologues ne serait peut-être, en fin de compte, que le chant du cygne de sa tradition. Pour Roy, le constat est clair, l'Islam prend la route empruntée voici de nombreuses années par la religion chrétienne, à savoir un déplacement vers le sujet en même temps qu'une tendance au pacte avec le politique. Et c'est en marge et en réaction à ce processus que se construisent les multiples confréries dangereuses et simplistes. Ah décidément, alors que Dieu est mort !

Festival du Conte

Festival du Conte, " pour petits et géants "

Du dimanche 19 au mercredi 22 février, le **Kap Contes** vous emmène pour un voyage plein de surprises, de rires et de frissons au pays des histoires...

Cette année sera la quatorzième édition du Festival du Conte. Il se passera à la Ferme du Biéreau, qui pour l'occasion sera plongée dans une ambiance magique et chaleureuse. Une fois installés, il ne vous restera plus qu'à vous laisser bercer par les plus belles paroles des conteurs...

Lundi 20, **Apollinaire**, conteur belgo-africain et véritable creuset culturel à lui tout seul sera le premier à fouler les planches de la Ferme. A grand renfort de chants et de danses, il vous fera plonger dans l'univers pétri d'humour et de tendresse de "L'arbre à palabres".

Mardi 21, l'équipe très féminine de la **Maison du Conte de Namur** présentera des histoires qui vous emmèneront là où vous ne pensiez pas aller. Des histoires qui frétilent, qui titillent, qui émoustillent... Des histoires qui vous réchaufferont des oreilles jusqu'aux orteils. Venez nombreux faire un nouveau triomphe à leurs Contes coquins. Qui vous fera craquer ? L'amant franc battant, la femme tout feu tout flamme, le mari mari ou la nonette en goguette ?

Mercredi, **Mimie Poncelet** viendra clore le festival, elle vous emmènera dans l'univers surprenant et troublant d'une des plus belles places fortes qui soit au pays des songes: l'Ardenne. Ce dernier soir sera le rendez-vous idéal pour ceux qui veulent retrouver l'ambiance des veillées d'autrefois.

Et chaque soir, après les contes, de la musique suivra les paroles : les Lundis de la guitare le premier jour, le **Trio Rémi Decker** (folk) mardi et **Camping Sauvach'** (tzigane festif) le mercredi.

Vas'y Pro

SE FORMER POUR L'ANIMATION ÉTUDIANTE

Année 2005/2006 – Second quadrimestre

CERTAINES DATES DE MODULES ONT ÉTÉ MODIFIÉES !!!

Animer un Kot à projet (Kap), un cercle, une régionale. Organiser une manifestation sportive, culturelle, humanitaire. Gérer des budgets, comprendre des statuts. Poser des gestes de premiers secours... Cela ne s'improvise pas.

Les anciens reflètent des tuyaux aux nouveaux. Il se crée une culture et une mémoire « d'entreprise » (ou étudiante). Mais parfois on aurait besoin d'un peu plus de professionnalisme.

Ces modules vous sont offerts ! Ils vous sont utiles non seulement pour vos activités d'animation, mais aussi pour votre vie professionnelle future (valorisables dans votre CV – attestations certifiées).

MODIFICATIONS DE DATES

- Se former pour promouvoir la santé en milieu festif
Initiation à la réduction des risques liés à l'usage de drogues :
Mercredi 15 février 2006, de 10 à 17h
(pique-nique prévu par les organisateurs)

Se former pour sauver une vie

- Deuxième quadrimestre (18h30 à 21h30) :
- Période 5 : mercredis 01/02 – 08/02 – 15/02 et 22/02
- Période 6 : mercredis 08/03 – 15/03 – 22/03 et 29/03
- Période 7 : mardis et jeudis 7/2 – 9/2 – 14/2 et 16/2
- Période 8 : mardis et jeudis 7/3 – 9/3 – 14/3 et 16/3

Se former pour promouvoir la santé en milieu festif

Réduire les risques de l'usage de drogues

- Mercredi 15 février 2006 (10h à 17h)

Se former pour parrainer ses actions

Comment trouver des sponsors

- Jeudi 2 mars 2006 (18h15 à 20h30)

Se former pour gérer les conflits

Aller plus loin

- (pré-requis : avoir suivi le module d'introduction, ou avoir déjà une expérience de la communication non-violente)
- Vendredi 10 février 2006 (10h à 17h)

Se former pour gérer une association – un Kap – un cercle – une régionale

- Lundi 24 avril 2006 (18h15 – 20h30)

Nous avons les moyens, *vous avez des idées ?*

On vous le dit, on vous le répète, encore et toujours: *pensez aux subsides*. Etudiants débordants d'idées, ceci vous concerne donc : voici un petit topo des multiples subsides qu'il est possible de solliciter.

En gros, trois types de subsides peuvent être alloués. S'agit-il d'une initiative socio-culturelle ? Pensez aux subsides de l'AGL. Un projet pédagogique ? Pensez aux fonds du FIPE . Une animation culturelle, folklorique ou sociale ? Les subsides ANIM peuvent vous aider. Vous pouvez bien évidemment rentrer une demande à différents fonds.

d'une prise en charge par le FIPE. Ce qui compte avant tout, c'est l'ambition de mettre en question l'apprentissage universitaire, de le concrétiser, de le faciliter ou de le rendre plus actif - afin de permettre à l'étudiant d'être le propre acteur de sa formation. Tout projet s'inscrivant dans cette veine, s'il est soutenu par au moins cinq étudiants et un académique peut être adressé au FIPE, qui se réunit une fois par quadrimestre et peut allouer un budget proche des 7000€.



LES PROJETS SOCIOCULTURELS (AGL)

S'ils impliquent des étudiants et se déroulent prioritairement sur un des deux sites de l'UCL, ceux-ci peuvent faire l'objet d'une demande de subsides, qu'elle émane ou non d'un collectif d'animation (comme les KAP'S, par exemple.) Le tout, c'est de penser à introduire cette demande assez tôt à l'AGL. Ainsi, pour les activités du second quadrimestre, les demandes sont à remettre au plus tard pour le 28 février. La commission examine alors le projet, et veille principalement à ce que l'activité ait un caractère social ou culturel. L'innovation et l'ouverture à un large public sont également pris en compte.

LES INITIATIVES PÉDAGOGIQUES

Pédagogique doit être entendu au sens large. Une conférence, une expo, un échange linguistique ou un festival de documentaires...tout ça peut a priori faire l'objet

LES ANIMATIONS CULTURELLES,
FOLKLORIQUES OU SOCIALES

Les subsides ANIM visent à encourager des initiatives en matière d'animations culturelles, d'actions sociales collectives ou de folklore. Ces dernières doivent là encore émaner des étudiants eux-mêmes, présenter un caractère novateur ou occasionnel, et ne pas avoir pour finalité de réaliser des bénéfices. Une fois le formulaire téléchargé et le dossier dûment complété, il suffit de déposer le tout auprès de Roger De Ketele (au

Service d'aide), avant le 28 février.

DERNIERS CONSEILS

Avant tout, allez donc jeter un coup d'œil sur www.aglouvain.be (page Subsides) pour en savoir plus sur les conditions et pour télécharger les formulaires de candidatures. Ensuite, discuter, même quelques minutes, avec un responsable du fonds, permet de mieux saisir les spécificités du fonds, de rédiger un dossier complet et adapté aux critères de sélection et de mettre ainsi toutes les chances de votre côté. En cours de route, veillez toujours à conserver les notes de frais. Et si un doute subsiste, n'hésitez jamais à prendre contact avec l'AGL, au 010450888. N'oubliez pas non plus que pour toutes vos activités/initiatives, l'AGL peut mettre des moyens logistiques à votre disposition (salles, espace Internet,...) permettant de réduire vos frais.

BESOIN D'IMPRIMER UN FICHIER ?

Rien de plus simple avec la COPYBOX de Ciacopy.
C'est sans intervention d'autrui et sans frais : seules les impressions sont payantes.

Solution 1

De chez vous si vous avez internet.

- 1 Allez sur www.ciacopy.com
- 2 Choisissez la page Ciacopy
- 3 Cliquez sur l'onglet impression pdf
- 4 Suivez les instructions



Vous avez alors 48 h pour vous rendre à Ciacopy. Grâce à la copybox couplée à chaque imprimante, vous retrouverez votre fichier et vous pourrez l'imprimer immédiatement, sans l'intervention de quiconque !

Solution 2

Au moyen d'un stick USB.

Rendez-vous à Ciacopy. Un ordinateur **GRATUIT** connecté à internet vous permet de faire la même opération que de chez vous (voir sol.1).

Vous ne demandez l'intervention de personne!
Le service est entièrement gratuit.

DES NOTES A DEPOSER?

Pensez Ciacopy ! Les étudiants de votre cours auront deux possibilités

- 1 photocopier de la manière classique, à partir de l'original papier
- 2 imprimer le fichier, sans intervention et sans frais, grâce à la copy-box !



Copies traditionnelles à 0,029 € - Impressions à 0,035 €

**Ciacopy et la DUC : des services étudiés
par les étudiants, pour les étudiants.**